

International Federation of Scholarly Associations of Management

IFSAM 2010 in Paris

Bernard Paranke

Chaire AG2R-La Mondiale- Prémalliance "Finance Autrement: Investissement - Solidarités - Responsabilité" .

Euromed Management

bernard.paranque@euromed-management.com

La nécessité d'une alternative à la création de valeur actionnariale ?¹

The need of an alternative to shareholder value maximisation?

Abstract :

The paper questions methodological individualism and the dominant role of shareholders. Is it possible to promote social welfare simply considering it as a result of shareholders value maximization point of view? If not, this implies fully understanding the challenges we face but also being innovative in how we coordinate the actions necessary to meet those challenges head on, and may be promote another character as a substitute of shareholder.

There is a key challenge from a societal point of view: how do we find agreement about our commons aims and how do we share our different experiences in such a way that we can manage firms' performances and prove that we achieve our ambition?

Résumé

Cet article souhaite montrer la nécessité d'une rupture radicale avec l'individualisme méthodologique qui domine en économie, en gestion, particulièrement en finance. Il prône la nécessité de s'attacher à comprendre les enjeux et les modes nécessaires de coordination de l'action économique pour répondre aux besoins sociaux. Cette coordination est à l'économie, la gestion, la finance, ce que l'interaction est à la physique. C'est par celle-là que se construit la matière, c'est par celle-ci que se construisent l'être humain et ses projets.

Keywords

Methodological individualism, shareholder, value maximization, convention, substitute of shareholder, market, alternative

JEL classification

A13, B, D23, D70, M14, P17

1. Extrait de Bernard Paranke « Construire l'Euroméditerranée » L'Harmattan, 2008.

Introduction

Il existe un enjeu majeur de société qui est celui de la construction du sens collectif, partageable et partagé. Il ne peut y avoir de démocratie sans projet partagé et celle-ci ne peut ni être déléguée, ni se fonder dans un retour au passé témoignage d'une peur de l'avenir. Plus largement, il n'est pas possible d'interpeller la profession financière et ses outils sans questionner le paradigme sous-jacent qui est celui de la création de valeur actionnariale (je ne parle pas de la place des managers vis-à-vis des actionnaires). Cette « pierre » est centrale dans l'édifice puisque c'est dans la croyance que l'affectation des ressources aux projets par la maximisation des fonctions d'utilité individuelle, produit le bien être collectif, qu'est justifiée cette place centrale. Cette place détermine alors le fonctionnement de nos sociétés comme le montre bien Olivier Weinstein dans son dernier ouvrage « *Derrière les débats sur la propriété se cachent des enjeux majeurs : un système de propriété participe fondamentalement de la répartition des pouvoirs économiques et sociaux. Il conditionne les modes de contrôles des ressources et des entreprises elles-mêmes, la répartition des risques et celles des gains attendus de l'activité de l'entreprise* » (2010, page 36).

1. Une interpellation en provenance de l'Euro-Méditerranée².

La diversité des écarts existant en Euro-Méditerranée tant sur le plan culturel que socio-économique s'inscrit dans les échanges existant depuis au moins l'Antiquité, et perdure jusqu'à nos jours. Il en résulte une proximité qui se retrouve autant dans les flux migratoires (par exemple la main-d'œuvre saisonnière en Espagne) que dans les flux commerciaux (voir les études du Commerce Extérieur) ou les stratégies de développement (voir l'enjeu que représente la maîtrise des circuits de production dans la filière textile ou encore l'origine des capitaux s'investissant en Afrique).

Elle impose de fait une coordination de l'action économique, que celle-ci soit informelle ou formelle, voire formalisée, comme le montre bien le processus de Barcelone et maintenant l'Union pour la Méditerranée. Cette nécessaire coordination relève à la fois de la gestion d'un marché incertain du fait des distances tant géographiques que culturelles et sociales, que des écarts de développement, et donc de normes et de règles des échanges, ainsi que, par conséquent, du degré d'accessibilité des débouchés pour les producteurs. Mais elle relève aussi de la nécessaire gestion des technologies multiples, mais parfois particulières ou même spécifiques, mobilisées par les uns et les autres, diverses dans leurs caractéristiques sociales mais aussi culturelles (métiers, corporations, fédérations professionnelles, syndicats...). De ce point de vue on peut dire que la possibilité des échanges et donc la motivation de l'action économique sont fondées sur la capacité des producteurs à rencontrer les besoins de leurs clients³. Cette rencontre ne peut se faire que sur le marché, lieu d'épreuve de réalité de l'acte entrepreneurial, et qui donc apparaît bien pour ce qu'il est, une institution « presque » comme une autre (Guesnerie, 2006 ; Karpick, 2007).

Ce positionnement se justifie aussi par une vision du monde et des réponses à apporter aux défis auxquels nous faisons face, car la Chine, comme l'Inde, peuvent être « preneuses » de cette approche, l'une et l'autre sont en effet confrontées à un défi majeur de coordination de la diversité. La Chine doit relever un véritable challenge en devant « combiner » centralisation politique et décentralisation économique. Or en Euro-Méditerranée nous avons à notre disposition un champ d'apprentissage et d'expérience in vivo de ces enjeux avec tout à la fois une décentralisation politique (les Etats) et des besoins de coordination des politiques (Zone Euro, processus de Barcelone, Union pour la Méditerranée). Au-delà des similitudes ou des différences géophysiques et analytiques, chacun peut avoir en quelque sorte *son* Euro-Méditerranée, un espace symbolique qui renvoie à des interpellations partageables. Par conséquent, une interrogation surgit, *in fine*, sur la possibilité de

2. Voir Belletante (2003) ; Leroux Sorrente (2005 et 2005a), Gipouloux (2009).

3. C'est le cas, par exemple, de la volonté des pouvoirs publics marocains de favoriser, par l'introduction de normes, l'exportation de la production de tapis, production fondée sur des corporations aux règles implicites tant du point de vue de la « validation » de la qualité que de l'organisation de la profession : comment satisfaire une demande particulière sur une base qui ne soit plus traditionnellement fondée sur les relations de proximité et de réputation tout en conservant la qualité attendue par le marché ?

parler ou non d'un modèle « euromédien ». Est-ce que de ses (ces) particularités peuvent émerger un sens plus général, plus universel ?

Si nous qualifions donc cette approche d'« euromédienne », c'est moins du fait d'une spécificité liée à sa localisation géographique, que de son exemplarité, au sens premier du terme, du fait de l'acuité des problèmes qui s'y posent et donc de la possibilité d'apprendre de ce « bassin d'histoires communes »⁴. L'informel, qui semblerait la caractériser, n'est intéressant que comme indicateur de modes de coordination qui échappent aux grilles analytiques traditionnelles et dominantes, constituant peut-être de ce fait des indices de pistes de réflexions pour une action plus construite. La dénomination est alors celle des acteurs qui veulent apporter une contribution aux défis auxquels nous sommes confrontés.

Il ne s'agit donc pas d'une détermination géographique mais bien de la pensée qui peut naître d'un point de vue particulier, d'une posture ontologique avant que d'être épistémologique : la reconnaissance que le collectif daté et situé dans lequel chacun d'entre nous déroule sa vie, construit ce que chacun d'entre nous est. En retour, chacun produit ses conditions d'existence qui modifient alors ce collectif (voir note 25). Les formes de connaissance sont alors diverses parce qu'historiques et complexes. L'histoire des sciences montre bien que le processus du « connaître » n'est pas un long fleuve tranquille linéaire : Galilée (Redondi, 1983 ; Feyerabend, 1979, 1989), Kepler (Simon, 1979 ; Hallyn, 1987) et d'autres, sont là pour rappeler que la conviction a parfois plus de poids que la démonstration. Par conséquent, comment contribuer à répondre aux enjeux et besoins de coordination de notre monde sans s'interdire de le penser (Feyerabend, 1979) ?

Certains soulignent que l'informel auquel il est fait souvent référence pour tenter de cerner l'Euro-Méditerranée est partout, y compris dans les systèmes anglo-saxons. Donc tout serait espace de sens global et pas seulement cet espace-là. A pousser ce type de considération à l'extrême, tout devient Euro-Méditerranée : la Chine, l'Amazonie, les Etats-Unis... Nous répondons à cette interpellation par l'affirmative : l'enjeu n'est pas descriptif mais ontologique. A cet égard nous faisons notre l'approche de Gipouloux (2009) prenant la Méditerranée, et donc en ce qui nous concerne l'EuroMéditerranée, comme une « métaphore », un « heuristique » : *« ce n'est pas un espace clos, [c'est] un creuset où se fondent les activités d'innovation et les initiatives entrepreneuriales, un espace multiplicateur, différentes aires de civilisations, un modèle d'intégration économique sans limites territoriales, un modèle surtout institutionnel »* (page 317, 377).

Un véritable débat est donc ouvert⁵ et il est possible de répondre avec Sève (2004, 2005 ; Piaget, 1980) qu'il y a peut-être à re-chercher du côté de la dialectique un cadre fécond, qui ni ne se réduit aux individus, ni ne se perd dans le tout et la globalité. Car entre la somme des individus et un tout dont ne connaît pas le lien aux parties, il y a de quoi s'interroger (Karpick, 2007 ; Birnbaum et Leca, 1991 ; Bunge et alii, 1971). Ce débat révèle néanmoins la difficulté qu'il y a à penser l'émergence : si on ne peut penser le monde que par référence à un corpus de pensées établi alors quid de la genèse d'une nouvelle approche ?

2. Notre interrogation

La question de la source de la valeur ne faisant plus guère recette (les Physiocrates, les Classiques, Marx), l'échange et le marché sont sur le devant de la scène. En fait, l'actionnaire – du point de vue du paradigme car en suivant Weinstein ce sont plus les managers (page 63 ets.) - a pris la place du marché⁶ qui avait lui-même pris celle du « Prince » comme ordonnateur du monde réel et comme responsable de l'ordre social et de l'intérêt collectif. Les passions, hors celle du gain - source de l'intérêt personnel et donc collectif (Hirschman, 1980) - sont assujetties à la recherche de ce bien-être collectif.

⁴ Voir la série Méditerranée paru en 2000 chez Maisonneuve et Larose, collection Monde Méditerranéen.

⁵ En voir les termes dans Paraque, Grenier, Levratto (2007).

⁶ Alternatives Économiques, n° 249, juillet-août 2006, pages 92 à 94.

Si on accepte ce déplacement exclusif, il faut néanmoins s'interroger sur les possibilités mêmes de l'action économique, dont un des vecteurs essentiels est l'entreprise, lieu de création de richesse.

Dans la théorie néoclassique (TNC) l'entreprise est un agent et l'organisation est absente. De fait, elle ne s'intéresse qu'à l'échange de biens à l'aide de calculs d'optimisation de fonction d'utilité individuelle. L'entreprise (ou la firme⁷) est alors un point sur un segment, déterminée par ses choix entre les facteurs travail et capital. Autrement dit, elle est sans épaisseur et sans contenu, au mieux une bulle.

On peut opposer à cette approche une démarche fondée sur « un collectif méthodologique » se confrontant à un « individualisme méthodologique ». Il s'agit de rompre avec l'hypothèse ontologique qui affirme que tout phénomène collectif se réduit au produit des seules actions individuelles dont les conflits pouvant en résulter, peuvent se régler par la voie des contrats⁸, en affirmant le besoin d'explicitation des règles de coordination de l'action économique fondée sur l'interpersonnalité (Orléans, 2004 ; Amable et Palombarini, 2005 ; Salais et Storper, 1993 ; Eymard-Duvernay, 2006).

Quels seraient alors les fondements des modalités de mobilisation des ressources nécessaires à la promotion d'un autre(s) modèle(s) de coordination de l'action économique alternatif(s), d'une part, à l'individualisme méthodologique⁹ tant sur le plan épistémologique que gnoséologique¹⁰, et, d'autre part, aux contrats comme mode unique de traitement de la coordination sur le plan méthodologique ? Poser la question suppose alors que, d'une part, l'on reconnaisse la diversité des modes de coordination et la façon dont le milieu, l'histoire et les institutions modèlent les compétences mobilisées par les acteurs pour entrer en contact avec des tiers ; que, d'autre part, soit débattue l'hypothèse que cet espace Euro-Méditerranéen puisse être porteur d'une universalité non exclusive, au sens que ce qu'on en apprend ait vertu à aider à la décision et à l'action en d'autres lieux et espaces.

Cette interrogation fait écho à un débat déjà repris dès le XVI^e siècle avec les échanges et controverses à propos de l'équilibre à trouver entre « passions et intérêts » pour reprendre le titre de l'ouvrage d'Albert O. Hirschman (1980). La relation, pour ne pas parler de dialectique, entre, d'une part, intérêts collectifs/biens publics et, d'autre part, intérêt individuel, est au centre des réflexions tant philosophiques que politiques jusqu'à nos jours (Hirschman, 1980, pages 77 à 80 ; Vergara, 2006). Cette question est cruciale et ne peut être traitée de manière individualiste même si nous devons reconnaître que le débat est loin d'être tranché comme le montre l'exposé qu'en fait Hirschman (1980). Toutefois, nous rejoignons Ricœur (1997) quand il dit que « *lorsque nous travaillons c'est au sein d'un système de conventions* » après avoir précisé que « *le travail humain excède toujours l'action instrumentale parce que nous ne pouvons pas travailler sans l'apport de nos traditions et de notre interprétation symbolique du monde* » (page 294). Nous faisons aussi nôtre l'affirmation selon laquelle « *C'est seulement dans la communauté [avec d'autres que chaque] individu a les moyens de développer ses facultés dans tous les sens ; c'est seulement dans la communauté que la liberté personnelle est possible* » (Marx, 1974a, page 62) sachant que cela implique le libre et complet développement de l'individu et des personnes, conditions déterminantes pour ne pas faire le malheur des gens en voulant faire soi-disant leur bonheur. « *Dans la communauté réelle, les individus acquièrent leur liberté simultanément à leur association grâce à cette association et en elle* » (idem, page 63). Autrement dit, les individus sont le produit du système mais eux-mêmes par leurs actions

7. Nous prenons les deux termes comme synonymes même si l'un renvoie plus au champ de l'économiste et l'autre à celui du gestionnaire (Baudry, 2003; Bouba-Olga, 2003).

8. Voir à ce propos l'essai de Fleurbaey (2006), en particulier la section « Le mythe du contrat » page 175.

9. Pour une présentation critique des termes du débat entre individualisme méthodologique et dialectique voir Sève 2004, page 179 et suivantes.

Voir aussi Birnbaum et Leca (1991), pages 244 et suivantes en particulier, bien que la question ne soit pas de savoir s'il faut partir de l'individu pour comprendre les choix économiques et sociaux, mais beaucoup plus de savoir comment se construit cette capacité de choix et donc d'actions.

10. En suivant Sève (2004) « *l'épistémologie est proprement réflexion sur la science, la gnoséologie réflexion sur l'ensemble des formes du connaître (...)* » (souligné par nous).

transforment ce système, tout comme un manager confronté à un état change celui-ci par ses prises de décisions.

A ce niveau, une précision s'impose. Il faut faire la différence entre individu au sens de la TNC, à savoir un individu non socialisé qui a toutes les capacités cognitives et d'action données, et individu et personne.

Pour nous, l'individu est la forme passive de la personne. Chacun a une singularité liée à sa propre histoire et les conditions de sa venue au monde ; la personne est cet individu tel qu'il se construit à travers et par les échanges et interactions qu'il engage avec ses environnements, ceux-ci en retour participant à sa construction¹¹. Par conséquent, une personne est un individu socialisé, inséré/produit dans/par des rapports sociaux qui s'imposent à lui mais qu'il transforme par son action, à savoir sa conscience en acte. Deux concepts sont alors fondamentaux, l'acte et la capacité, sachant que l'acte présuppose la capacité, à savoir une conscience d'agir (Sève, 1972, page 407). Par acte, il faut entendre un comportement concret de l'individu, le socialisant et lui permettant de s'appropriier les conditions d'exercice de sa conscience. C'est-à-dire son rapport au monde, ce qui signifie gérer la synchronicité et l'histoire des actes inscrits dans ses environnements¹², le rendant capable d'acter et lui permettant d'acquérir des capacités nouvelles; il s'agit d'un monde socialement construit où les actes individuels sont rapportés au monde social dans lequel se trouve la personne et non d'un monde donné en dehors de toute pratique sociale concrète (idem, page 383). La capacité est alors l'ensemble des potentialités, tant individuelles que sociales, permettant d'effectuer les actes, d'acter (idem, page 385).

Un individu n'existe concrètement qu'en tant que personne, c'est-à-dire au sein d'un processus de socialisation et d'appropriation de ses environnements, une « pratique » telle que la définit Ricœur (1997, pages 278, 298 par exemple). Ce qui est fondamental, c'est moins sa capacité à traiter l'information que sa capacité à la produire, dit autrement à savoir agir. L'entreprise est alors un support de coordination de l'action de personnes en interaction avec d'autres, leur permettant de répondre à leurs besoins.

Par ce questionnement, on rejoint l'évolution amorcée dès le XIII^e siècle concernant la relation entre l'ordre divin et l'homme concret¹³. On est passé d'un monde dans lequel l'homme est responsable sur terre des plans divins à un monde dans lequel l'intérêt particulier sert à maîtriser les passions individuelles pouvant être néfastes à la réalisation des desseins divins puis à ceux du «Prince», tout cela donc pour éviter en définitive le désordre social (Hirschman, 1980)¹⁴. Toutefois cette vision par laquelle l'intérêt matériel particulier peut conduire au bien-être collectif a été contestée dès son affirmation comme le relève Hirschman en citant Barnave (idem, page 107) et Tocqueville (idem, page 111) en écho aux Physiocrates pour lesquels « *le bien public est la résultante de la libre*

11. « ... si toute personne est reconnue partager avec toutes les autres le fait d'être un individu, un être humain, elle présente, en même temps, un ensemble de traits personnels (biographie située dans un temps et un lieu, caractère idiosyncrasique, connaissances,...) qui la différencie des autres... » (Salais, Incertitude et interactions de travail : des produits aux conventions, page 396, in Orléans, 2004). Voir aussi Ricœur (1997, page 141) ou encore Simmel (1981, page 93 par exemple) : « Ces diverses formes [langage, religion... BP] proviennent désormais des rapports réciproques entre les hommes ou parfois elles sont elles-mêmes des rapports de ce genre que, à la vérité, on ne saurait faire dériver des individus considérés pour eux-mêmes. (...), d'une part, il y a le fait que la coexistence d'individus ayant des rapports réciproques entre eux engendre en chacun d'eux ce qu'on ne saurait expliquer à partir d'un seul, d'autre part la succession des générations, dont les héritages et les traditions se confondent indissolublement avec l'héritage de l'individu, ce qui fait que l'homme social est, à la différence de toute vie infra humaine, non seulement un descendant, mais aussi un héritier. ». Voir aussi page 160.

12. Le rapport que nous avons chacun au monde qui nous entoure est un rapport à la fois de simultanéité, de coïncidences, d'actions sans qu'une causalité puisse être établie (sauf à dire que si je suis au monde c'est parce que je suis né, ce qui est certes une cause mais qui ne nous dit pas grand-chose sur le reste). Il est aussi (d'abord ?) un rapport aux autres, dont les interactions produisent du sens et du lien, et un rapport avec l'histoire, c'est-à-dire ce qui nous est donné à un moment daté et qui pose les conditions de nos rapports aux autres et au monde. Au total, il faut gérer à la fois l'instant et l'histoire, le possible et le réalisable.

13. Voir Onfray, 2005, pour une lecture critique, en particulier pages 214, 232 et 256. Décapant et intéressant, sur la place de la religion dans la construction de ce bien-être collectif dans notre pensée et notre imaginaire.

14. « C'est que les passions sont fougueuses et dangereuses, alors que s'occuper de ses intérêts matériels est une activité innocente et inoffensive » page 56, voir aussi pages 70-71, 89, 116, 119.

poursuite, par chacun, de son intérêt particulier » (idem, page 89). Par conséquent, on ne peut ignorer ces débats, voire seulement leurs échos, comme le souligne, par exemple, les réflexions en termes de « partie prenante » en finance (Jensen, 2001). C'est pourquoi notre démarche, fondamentalement, s'oppose à l'individualisme méthodologique non tant sur la méthode que sur son statut épistémologique et ontologique¹⁵.

3. Complexité d'où diversité.

L'approche euromédienne que nous proposons¹⁶ part de la reconnaissance qu'il n'y a pas d'action possible sans règle de coordination entre les personnes. Il est nécessaire de partir du sens donné par le contexte collectif qui donne naissance à l'action de chacun dans le temps¹⁷. Ce débat s'inscrit dans l'héritage d'une pensée commune qui est celle des XIII^e et XIV^e siècles présentée par Thomas d'Aquin et qui pose que le bien de la partie doit être subordonné au bien du tout : « *D'abord, la finalité propre de l'espèce, celle de l'humanité, s'incarnera dans le bien de la société qui ne se réduit pas plus à la somme des biens des individus que la société n'est elle-même réductible à la somme des individus qui la compose.* » (Béraud et Faccarello, 1992, page 26). Mais dans le même temps en Grande Bretagne, Guillaume d'Ockam et Jean Duns Scot allaient inverser la séquence : « *ce ne sont plus les individus qui n'ont de sens qu'à partir de la société mais, au contraire, la société ne saurait être comprise indépendamment des individus qui la constituent par leurs interactions* » (idem, page 28)¹⁸. Le mot important est « interaction » et non « individu » : « *... la connaissance ne procède pas en ses sources ni d'un sujet conscient de lui-même, ni d'objets déjà constitués (...): elle résulterait d'interactions se produisant à mi-chemin entre deux et relevant donc des deux à la fois, mais en raison d'une indifférenciation complète et non pas d'échanges entre formes distinctes* » (Piaget, 2005, page 12). La reconnaissance de cela permet d'appréhender la diversité et la complexité, à savoir la multitude des formes de coordination, c'est-à-dire de réponses à des besoins/questionnements. Les « choses » n'existent pas en tant que telles mais d'abord comme expression d'interactions (Piaget, 2005).

Les concepts de base de l'approche que nous¹⁹ proposons sont au nombre de trois : complexité (à savoir la non linéarité et le non déterminisme), diversité et temporalité. Nous nous appuyons sur deux ouvrages « Sciences et dialectiques de la nature » paru chez La Dispute et « Emergence, complexité et dialectique » paru chez Odile Jacob, tous deux sous la direction de Lucien Sève (1998, 2005), qui sont le résultat d'un travail interdisciplinaire conduit dans une perspective philosophique.

15. Voir Defalvard (1992), Hodgson (2007) et Birnbaum et Leca (1991) pour la présentation des termes du débat entre individualisme méthodologique, holisme, dialectique et convention.

16. Voir Belletante (2003); Baets (2004, 2005). Elle peut être considérée comme une utopie au sens de la lecture qu'en fait Ricœur « *L'utopie est le discours d'un groupe* » (page 361) ou encore « *L'idéologie est, en fin de compte un système d'idées qui devient obsolète parce qu'il ne peut venir à bout de la réalité présente, alors que les utopies sont salutaires uniquement dans la mesure où elles contribuent à l'intériorisation des changements* » (page 411).

17. Voir Courrier International n° 808, pages 48 et 49, 27/04/2006-3/05/2006, « La diversité culturelle » de Kwame Anthony Appiah. Analyse extrêmement intéressante du rapport « individu /collectif » dans les évolutions culturelles qui sont trop souvent analysées comme résultantes d'une contrainte imposée par un groupe dominant à un groupe dominé alors qu'il peut y avoir appropriation de nouvelles dimensions entre groupes, y compris dans le cadre de rapports conflictuels, même si pour autant on ne peut pas nier que des cultures soient aussi modifiées non par choix mais sous la contrainte.

18. Entre ordre naturel auquel l'homme est soumis et ordre social qui exprime l'interaction des hommes, ils n'en restent pas moins soumis dans un cas comme dans l'autre à la volonté du Créateur. Son objectif est sa contribution au dessein divin qui s'exprime au travers de la communauté des hommes « *... aucun usage privé ne saurait entrer en contradiction avec les objectifs de la communauté* » (Béraud et Faccarello, page 31), la possession de biens extérieurs « *ne vaut que dans la mesure où celui-ci en les utilisant, concourt à la réalisation du dessein divin* » (Béraud et Faccarello, page 32). Ainsi la propriété privée ne se justifie que parce qu'elle permet à chacun d'être mieux encore les mandataires et intendants de « Dieu » : chacun gère ses biens non en fonction de ses intérêts propres mais selon ceux de la communauté (Béraud et Faccarello, page 33). Hartz (1955) commenté par Hirschman (page 44, 1980), opposant « au jugement sombre de l'âge féodal sur la nature humaine », le « *jugement non moins sombre de l'âge libéral* », souligne que dans le premier cas « *l'homme n'est bon qu'à être soumis à une domination extérieure* » tandis que dans le second l'homme ne serait qu'un « *agent autonome qui poursuit ses intérêts particuliers* » (page 80). La question sous-jacente est celle du sens du concept d'« intérêt », d'un sens s'inscrivant dans la réalisation d'objectifs collectifs, c'est-à-dire en accord avec les desseins divins, à celui connu aujourd'hui et proche souvent d'égoïsme ou, à tout le moins, d'intérêt particulier (voir le chapitre 1 et page 34 de Hirschman, 1980).

19. Belletante (2003) et Baets (2006).

La linéarité se définit par deux propriétés, l'additivité et la proportionnalité. Cela s'exprime dans le langage courant par la formule « l'effet est proportionnel à la cause » (Sève, 2005, page 18). Toutefois, ce n'est pas aussi simple. Ainsi dans le cas d'un accident entre deux voitures les effets ne sont pas proportionnels à la vitesse des deux voitures mais au carré de leur vitesse.

Est donc non linéaire tout ce qui n'est pas linéaire dans l'acception ci-dessus. Autrement dit, il existe des effets de seuil à partir desquels des effets « nouveaux » apparaissent. Cela oblige à repenser la relation entre le tout et les parties le constituant. Si selon l'expression connue « le tout est plus que la somme des parties » d'où provient ce « plus » ? Sauf à accepter une sorte de génération spontanée des phénomènes, l'effet de seuil évoqué laisse donc envisager l'émergence de propriétés et phénomènes nouveaux sans que les propriétés intrinsèques des parties aient changé. C'est ce qu'on appelle une bifurcation (Sève, 2005, page 27). En fait, ce qui change ce sont les interactions entre les parties. Ceci a été vulgarisé sous la dénomination de « l'effet papillon » selon une expression de Lorenz (Sève, 2005, page 30) que l'on peut illustrer par l'exemple de la simulation d'équations différentielles par un ordinateur qui accepte 6 chiffres décimaux après la virgule et celle générée par un ordinateur qui n'en accepte que 5. Elles peuvent diverger fortement l'une de l'autre rapidement (Sève, 2005, page 31)²⁰. En d'autres termes, bifurcation, sensibilité aux paramètres de contrôle ont amené certains scientifiques à adopter l'expression « déterministe mais non prédictible ».

Non linéaire veut donc aussi dire que l'effet de la cause considérée n'est pas isolable des innombrables autres causes, comme dans le cas de l'effet dit du battement d'ailes du papillon, battement qui ne peut pas être isolé de tous les battements d'ailes de tous les autres papillons (Sève, 2005, page 61, note 12).

La conséquence de tout cela est que les phénomènes peuvent être alors imprédictibles alors même que le processus qui en est à l'origine est déterministe. Il en est ainsi de la boule de billard. Dans une démonstration mathématique rapportée par Sève (2005, pages 62, 256), le mathématicien russe Iaokov G. Sinaï montre l'effet décisif des conditions initiales sur la trajectoire des boules qui est, à son tour, conditionnée par les caractéristiques mêmes du billard (bandes, qualité du revêtement, etc.) qui, en retour, déterminent la trajectoire au point de ne plus pouvoir identifier la cause de l'effet. C'est la forme la plus élémentaire de la causalité enchevêtrée.

Il y a alors deux manières d'interpréter ces processus non linéaires et de se prononcer sur la causalité. Soit la complexité est « simplement » l'expression à un moment donné d'un défaut de connaissances, le hasard ne serait alors que l'apparence de notre ignorance des causalités existantes mais échappant (momentanément ?) à notre entendement (Sève, 2005, page 64). Soit les phénomènes non linéaires seraient intrinsèquement aléatoires, on ne peut prévoir leur état à l'instant t mais seulement la probabilité de tel ou tel état. Dans ce dernier cas, il existe un déterminisme physique mais qui n'est qu'un modèle théorique auquel le « réel » n'obéit jamais en toute rigueur (Sève, 2005, page 65 ; Green, 2007, pages 590 et suivantes ; Rosenfeld in Bunge et alii, 1971, page 133). Une manière de sortir de ce dilemme est d'adopter une approche dialectique en tant que pensée logique des contradictions (Piaget, 1980 ; Sève, 1998) qui reconnaît comme « matière » ce qui existe indépendamment de la conscience que nous en avons.

Pour cela, il importe de revenir sur la question des interactions et de leur importance. Einstein a fait valoir avec la théorie de la relativité²¹ en 1916, que « *les lois de la nature doivent être valides dans tous les systèmes de référence, quel que soit leur état* » (Nottale, 1998)²² et que « *si l'on tient compte du temps que met la lumière à se propager, il est impossible de décider de manière absolue de la simultanéité de deux événements spatialement séparés....* » (Sève, 1998, page 299). Bien sûr à

20. Voir aussi page 111 et suivantes de Trinh Xuan Thuan (1998).

21. Qui ne veut pas dire que tout est relatif au sens commun mais exactement le contraire que les lois physiques qui s'appliquent, sont indépendantes de l'observateur au sein du même référentiel – Sève, 1998, page 338 et Trinh Xuan Thuan, 1998, pages 233 et suivantes.

22. Le lecteur trouvera des précisions et des développements utiles sur les sites suivants présentant les travaux de Laurent Nottale à ce sujet : <http://fractalspace.ifrance.com/livre1.htm> - <http://wwwusr.obspm.fr/~nottale/frorigin.htm> ainsi que sur <http://perso.wanadoo.fr/marxiens/sciences/quanta.htm>.

l'échelle macroscopique l'imprécision qui en résulte est négligeable mais pas pour autant inexistante²³. Mais à l'échelle microscopique, le temps et l'énergie ne peuvent pas être déterminés simultanément sans que la précision de la mesure sur l'un s'accompagne d'une incertitude sur la mesure de l'autre (Sève, 1998, page 302 ; Trinh Xuan Thuan, 1998 ; Green, 2007).

Ce qu'il importe de retenir, c'est qu'en tout domaine, le niveau déterminant est moins la chose que le rapport, c'est-à-dire les interactions. En physique, le principe élémentaire n'est pas la particule en tant que telle mais bien l'interaction de laquelle elle participe (Sève, 2005, page 105 et 129)²⁴ comme le montre bien le « statut » de la lumière dans les expériences destinées à étudier la matière au niveau subatomique. Elle influence l'observation par son effet sur (son interaction avec) la particule, ce qui provoque une incertitude soit sur la position, soit sur la vitesse de cette dernière (Trinh Xuan Thuan, 1998, pages 334 et suivantes).

La complexité est alors celle des interactions et la diversité celle du champ des possibles liés à la complexité des enchaînements et donc de leur interprétation. Ce qui est fondamental, ce sont les interactions qui font émerger des propriétés. L'émergence est alors l'attribut de la complexité, c'est-à-dire le « signal » que quelque chose résulte des interactions entre ses parties tout en ne se réduisant pas à ces dernières (Sève, 1998, page 34).

On peut ainsi envisager d'étudier la dynamique sociale, celle des organisations, non comme une donnée résultant de l'agrégation des stratégies individuelles mais bien plus comme le produit d'interactions, « *un effet que nous ne reconnaissons pas comme la conséquence de notre action* » (Ricœur, 1980, page 284), dont il importe de comprendre les conditions et modalités d'émergence afin d'améliorer notre capacité managériale²⁵.

Nous pouvons alors essayer de préciser le point laissé en suspens sur la relation du tout et des parties. La non linéarité, le non déterminisme, font que, dans les faits, certains phénomènes peuvent être prévisibles en terme quantitatif mais non dans le domaine qualitatif (Sève, 2005, page 149). Rien à l'échelle atomique ne distingue l'eau de la vapeur ou de la glace mais pourtant chacun peut observer la différence. Sa compréhension ne peut se faire qu'en reconnaissant un changement dans l'organisation d'ensemble des éléments de base qui ne dépend que de deux éléments macroscopiques, la température et la pression (Sève, 2005, page 151, note 126).

Ce qui change alors c'est l'organisation, à savoir les connexions d'ensemble des éléments. La diversité provient ainsi de la variété infinie des formes et des liaisons entre particules/entre personnes. Ce qui évolue, ce n'est pas la matière en tant que telle mais son organisation qui ne peut pas être simplement déduite de ses composants (Sève, 2005, page 152). Autrement dit, une autre variable doit être introduite, c'est l'histoire - le temps - puisque les organisations changent et peuvent résulter de phénomènes non répétitifs, irréversibles (Sève, 2005, page 188).

Par conséquent, ce qu'il faut comprendre, c'est que les hommes, pas plus que les « éléments », ne sont indépendants mais sont tout à la fois produit, cause et effet de leurs interactions. On pourrait même dire qu'il n'y a pas de personnes sans interactions au sein d'une communauté ou d'une organisation (voir l'exemple de l'Enfant Sauvage de Truffaut ou Mowgli, héros du Livre de la Jungle de Kipling). Au même titre, en poussant l'analogie, « *l'élémentaire n'est justement pas la particule en soi mais bien l'interaction fondamentale à laquelle elle participe* » (Sève, 2005, page 129 ; voir aussi page 105) et par conséquent « *la plus petite entité de matière n'est plus un objet [au sens courant du terme, BP], c'est un rapport, une relation, une interaction, ce qu'on appelle un quantum d'action* » (Sève, 2005, page 129) d'où est tiré l'expression quantique (Scarani, 2003).

23. Trinh Xuan Thuan, 1998, pages 348 et suivantes.

24. Pour un commentaire critique voir Bitsakis (2001), pages 61, 271 et 367 en particulier. Pour les développements récents de la théorie des cordes, voir Green (2007).

25. Lire à cet égard l'article concernant la construction du sens en marketing de Caru et Cova (2006) qui soulignent les difficultés opérationnelles qui surgissent quand on se contente de prendre les qualités du tout sans pouvoir les « rattacher » aux parties, en l'occurrence le comportement du consommateur immergé dans la situation concrète de consommation, et donc en interaction avec un ou des environnements, et l'identification des déterminants au niveau individuel pour en tirer des applications commerciales.

4. Retour sur l'hypothèse de départ

L'hypothèse fondatrice qui est faite pour « définir » l'approche euromédienne est qu'il est alors nécessaire de s'intéresser d'abord aux relations sociales dont le marché est une des expressions majeures, c'est-à-dire aux interactions (Ricœur, 1997) - ou relations entre les personnes - plutôt qu'aux individus.

En effet, il s'agit de remettre en cause une des forces de la TNC qui « réside dans sa capacité à séparer l'analyse de l'action à un moment donné du temps de tout ce qui a créé les conditions de cette action » (Przeworski in Birnbaum et Leca, 1991, page 88). Si ce sont les gens qui agissent (identifiés comme acteurs, agents ou autres individus), pour autant ils inscrivent leurs actions dans une biographie qui commence avec le développement de capacités cognitives comme outils pour construire leur rapport au monde.

Le modèle qui est en œuvre en finance et qui guide les stratégies d'entreprise est que « la maximisation de la valeur pour l'actionnaire engendre la maximisation de la valeur de l'entreprise, qui elle-même correspondrait à la maximisation du bien être social » (Weinstein, 2010, page 98), ce que confirme Jensen (2001) : « *Two hundred years of work in economics and finance implies that in the absence of externalities and monopoly (and when all goods are priced), social welfare is maximized when each firm in an economy maximizes its total market value. Total value is not just the value of the equity but also includes the market values of all other financial claims including debt, preferred stock, and warrants* ».

Le problème est qu'il n'y a nulle part de démonstration de cet enchaînement vertueux comme le montre bien la problématique de Jensen dans le papier cité qui se voit obligé de préciser ce que doit être cette relation afin de répondre aux tenants de la théorie des parties prenantes.

Comme le dit Weinstein « *La théorie de l'agence doit être considérée pour ce qu'elle est : un coup de force théorique et idéologique qui participe d'un mouvement visant à imposer une nouvelle conception de l'entreprise et à justifier des changements majeurs dans la manière de concevoir ses fonctions et sa gestion* » (2010, page 99)²⁶.

Autrement dit, le débat sur la gouvernance des entreprises et de leurs performances ne peut pas être traité hors le questionnement de la construction de ces figures que sont dans les discours l'actionnaire et le manager. Il faut bien garder en tête que les marchés financiers ont pour objet de favoriser la liquidité des placements des investisseurs et non de financer les entreprises pour qui l'endettement et l'autofinancement restent la première ressources (Weinstein, 2010, page 66, 132 ; Meyer 1984). Dans ce dispositif, sous couvert de création de valeur actionnariale les managers apparaissent comme la figure centrale de l'animation de ce dispositif.

Il apparaît alors une configuration tout à fait nouvelle qui s'inscrit dans une nouvelle construction de la manière « *dont des acteurs concrets définissent leurs situations sociales* » qui « *fétichise le calcul économique, au lieu de n'en faire qu'un régime d'engagement dans le monde parmi d'autres. Cette perspective a des conséquences dans l'évaluation de l'action collective à partir d'un calcul de rentabilité des investissements, selon une formule de maximisation des gains et de minimisation des pertes* » (Cefai, 2007, page 227).

Cette configuration se caractérise par :

- La progression de la gestion par le nombre, traduisant « *la montée en puissance d'une économie du calcul et de l'évaluation* » (idem, page 141).
- « *la mise en place de systèmes d'incitation qui poussent, à tous les niveaux, à la recherche de résultats financiers à court terme et surtout qui privilégient la référence aux cours* »

²⁶ La place centrale des actionnaires se justifie par le fait qu'ils seraient les seuls à supporter le risque, ce qui est pour le moins discutable au vu de l'évolution du marché du travail ou des marchés financiers sans parler que la croissance des dividendes versés montrent que ceux-ci se font au détriment de l'investissement et donc de la prise de risque (Weinstein, 2010, page 98).

boursiers en matière d'investissement, de recherche et d'orientation de l'innovation. » (Weinstein, page 172).

- Un capital connaissance « *qui se renouvelle rapidement et se contrôle difficilement dans la durée, en imposant une valorisation rapide. Le capitalisme intellectuel marchand et l'économie d'innovation permanent induisent ainsi un certain court-termisme ...* » (idem, page 171).

- Le renforcement des « *systèmes d'incitation qui poussent, à tous les niveaux, à la recherche de résultats financiers à court terme et surtout qui privilégient la référence aux cours boursiers* » (idem, page 172).

- Le développement de « *nouveaux instruments [qui] agissent comme instrument de gestion interne, non simplement comme indicateurs de performance ex-post mais bien comme objectifs ex-ante ...* » (idem, page 108).

Tout cela aboutit à « *une économie managériale financiarisée reposant sur un nouveau pouvoir managérial lié au pouvoir financier (...) la conséquence en a été non pas tant de restaurer un contrôle des actionnaires sur les managers que d'établir un nouveau pouvoir managérial et financier ...* ». (idem, page 178). Autrement quand nous interpellons la figure générique de l'actionnaire ce n'est pas l'actionnaire « humain » qui est interpellé (même si lui a aussi sa responsabilité) mais bien le paradigme autour duquel se construit la création de valeur actionnariale pilotée par les managers autour de la gouvernance des entreprises (idem, voir pages 101-109, pour un critique du fonctionnement des Conseil d'Administration). La valeur actionnariale « *trouve son efficacité dans un ensemble de règles, formelles et informelles* » (idem, page 100) et va permettre ainsi de justifier la maximisation de la part du profit qui va aux actionnaires comme outil central du pilotage de la performance de la firme (idem, page 107-108), part sur laquelle est indexée la rémunération des managers. Il s'agit donc bien d'une idéologie actionnariale au sens que lui donne Ricoeur : « *Ce qui est en jeu dans toute idéologie, c'est en fin de compte la légitimation d'un certain système d'autorité ...* » (1997).

Nous considérons à l'encontre de l'individualisme méthodologique que pour que la « somme des optimisations individuelles » puisse former un tout organisé - faisant sens - il y a besoin de principes de coordination, de régulation pour que ce « tout » émerge. Ces principes n'ont rien de métaphysique mais expriment simplement la complexité des interactions possibles entre les personnes qui constituent ce tout (notre histoire individuelle et collective) et en sont le produit. En d'autres termes, une connexion entre personnes est autre chose qu'une collection de fonctions individuelles. En effet, pour qu'il y ait « optimisation » - outre les problèmes de capacité cognitive et d'information (Simon, 1976 ; De Vecchi, 2006 ; Karpick, 2007, page 58) - il faut qu'existe une capacité à penser. Or celle-ci est forcément le résultat d'un processus éducatif collectif/organisé (Sève, 2005, pages 58, 160, 164 note 138, page 194,).

Comme le dit Marx (1974a)²⁷, l'homme est le produit social de l'histoire en même temps qu'il produit sa propre histoire (y compris collective).

Conclusion

L'Euro-Méditerranée est donc un concept et (non seulement) une dénomination, c'est pourquoi nous le qualifions d'« euromédien ». Il exprime une compréhension de la réalité, une abstraction... En tant que tel, il qualifie aussi les principes d'action et donc de pensée correspondant, fondés sur le triplet « complexité-diversité-temporalité ». Le concept euromédien caractérise la dynamique propre à ce triplet et se traduit donc par une méthodologie propre que nous souhaitons construire et développer, après avoir essayé de l'illustrer.

Ce qui fonde alors la prétention/ambition universaliste de cette approche est à la fois à chercher dans la genèse de l'affirmation de l'individu face au « collectif » et dans son actualité :

- la genèse est celle de l'émergence de l'individu et de son intérêt mais aussi de sa responsabilité.

27. Par exemple, pages 15, 19, 21, 26-27, 34, 39, 62. Voir aussi ce que nous en dit Feyerabend (1979) pages 166-167 par exemple.

C'est la main invisible de Montesquieu (Hirschman, 1980, page 14) qui fait que par la recherche de l'honneur « *chacun va au bien commun, croyant aller à ses intérêts particuliers* ». Cette genèse s'inscrit dans l'émergence de la théorie de l'Etat et de la réflexion concernant la manière d'atteindre le bien-être collectif qui est d'ordre divin. Ce bien-être collectif est questionné à partir du XIII^e - XIV^e siècle avec l'émergence de la reconnaissance de la propriété privée qui devient une des réponses à l'interpellation de la responsabilité individuelle de chacun dans la gestion du monde réel, et du «Prince» en particulier dans l'art de gouverner les hommes (idem, page 17 et page 34).

- son actualité au regard des questionnements sur le sens du monde, la responsabilité sociale, le bien-être collectif (Jensen, 2001 ; Paranque, 2004), qui nous montrent la résurgence du besoin de sens pour lequel d'aucuns (re)mobilisent le divin pour tenter de réduire l'opposition entre intérêt particulier et intérêt général, ne faisant, par la même, que refléter l'absence de sens collectif perçu. Si Ricœur (1997) peut analyser l'idéologie comme l'expression d'un sens permettant l'action de chacun dont le contraire est la pratique (et non la science ; voir page 22), mais qui « l'enferme » dans le passé, c'est parce qu'en même temps il affirme l'utopie comme le moyen de sortir du cadre fixé par l'idéologie : « *ce qui est en jeu dans une utopie, c'est le fait d'imaginer une autre manière d'exercer le pouvoir* » (idem, page 256). De ce point de vue, il y a une très forte proximité avec l'innovation, puisque celle-ci procède d'une certaine manière d'une utopie fondatrice qui permet de sortir du cadre établi, en s'appuyant pourtant sur les ressources de ce cadre. Il s'agit donc d'une qualité managériale déterminante.

En effet, dans le champ qui est le nôtre, il n'est pas possible de penser l'entreprise selon le modèle canonique néo-classique dans lequel elle se confond/se réduit au seul producteur rencontrant d'autres producteurs sur le marché, à savoir la « communauté de producteurs ».

Entreprendre est un acte social qui implique les autres sur un territoire ou un espace donné. C'est aussi un pari sur l'avenir qui concerne autant la relation de travail que celle de crédit. Pour agir, il faut se coordonner et pour ce faire il faut être capable de négocier. Or, on le rappelle, la question est de connaître « *le modèle d'interprétation à retenir pour « construire la réalité » qui se présente à eux [les agents] comme problème à résoudre* » (Salais et alii, 1999, page 197). En d'autres mots, entreprendre implique une coordination. Celle-ci peut se décrire selon trois possibilités, datées historiquement à travers les formes de propriété du capital. « *Tout d'abord, cette dernière peut inclure les travailleurs sous la forme paternelle des relations de travail (la responsabilité sociale du modèle paternaliste). Elle peut s'exprimer par un maintien de la propriété du travail et de ses outils par le travailleur lui-même comme on peut l'observer auprès des ouvriers de métiers (la communauté de métiers). Enfin, elle peut se resserrer autour du seul capital matériel et financier comme cela se produit de nos jours. On observe toutefois un épuisement de ces formes qu'exprime la recherche de voies de développement nouvelles associant l'ensemble des acteurs* » (Salais et alii, 1999, page 230 et suivantes)

Dès lors, il ne peut y avoir d'entrepreneuriat sans coopération ou relation avec l'environnement. De même, il ne peut exister de territoire sans capacité à créer des richesses et des liens sociaux. Quelles sont alors les formes d'organisation susceptibles de relever ces défis ? Comment construire de nouvelles identités fondées sur les compétences acquises mais aussi sur la reconnaissance de celles à acquérir, à mobiliser ?

Quelles conventions - quelles formes sociales sanctionnant l'accord des agents sur les descriptions du monde et leur permettant ainsi de coordonner leurs projets - sont nécessaires ? En d'autres termes, quelles formes d'organisation inventer pour permettre à chacun d'anticiper et d'agir avec les autres ? Seront-elles celles des communautarismes ? Ou seront-elles celles de nouvelles modernités impliquant des échanges et des collaborations à partir d'un sens construit en commun, c'est-à-dire fondées sur la diversité des relations interpersonnelles inscrite dans un cadre collectif

choisi²⁸ ?

Après le divin (Béraud, Faccarello, 1992), le «Prince» (Hirschman, 1980), le marché (Vergara, 2006) et maintenant l'actionnaire (Jensen, 2001), de quelle figure symbolique avons-nous besoin pour construire le bien-être collectif ? Est-il possible de passer de la création de valeur actionnariale - et sa figure emblématique qu'est l'actionnaire - à la création de valeur de liens (Cova et Paraque, 2007) dont la personne « citoyen-consommateur » serait le nouvel acteur ? Autrement dit, peut-on échapper au « temps cours » imposé par la création de valeur actionnariale ? Comme le dit Franck Fischbach « *la question serait alors de savoir si l'on peut échapper à l'emprise coercitive et perpétuel de la valeur en puisant à la source d'une autre temporalité qui ne serait plus le temps figé et spatialisé de la présence propre à la valeur, mais à une temporalité mouvante, fluide et dynamique* » (2009, page 136).

Une fois tout cela posé, comment passer au plan opérationnel ? Il y a un certain nombre d'expériences, en particulier dans le champ de l'économie sociale et solidaire (FinaSol, Cigale etc) mais il n'en reste pas moins que les outils de pilotages restent sous le paradigme dominant évoqué en introduction : qu'est-ce qu'un rendement social versus le rendement financier ? Comment l'évaluer et le proposer dans des outils d'allocation de ressources ?

La puissance de la finance moderne est sa capacité de synthèse via les marchés au travers d'un indicateur central (décliné en de multiples variantes), la rentabilité financière. La performance sous-jacente à la performance financière est en fait la performance stratégique de l'entreprise. De plus, les entreprises ont besoin d'une performance financière minimale, celle qui assure leur pérennité via la maîtrise de leur solvabilité. Cette solvabilité dépend du marché tant des biens et services que financiers par le coût de la ressource. De là né un cercle vicieux : la performance financière sanctionne la performance stratégique et donc cette dernière n'est « bonne » que si elle se traduit par de la performance financière qui s'autonomise de l'économie réelle (Plihon, 2002). On oublie alors qu'une bonne stratégie n'est que celle qui produit du bien-être social (du moins c'est ce que nous dit la théorie qui justifie la centralité de la finance dans notre société), mais comment l'apprécie-t-on, l'évalue-t-on, le définit-on ?

Je n'ai pas de réponses théoriques, hors le questionnement présenté ci-avant, mais je tente d'expérimenter via un projet dit Ethomed. Celui-ci interpelle la finance moderne en proposant d'inverser la représentation traditionnelle qui met au cœur de la dynamique sociale l'actionnaire. Est-il possible de proposer un objectif sociétal (La Cité) et des mesures de la performance correspondante en se passant de la création de valeur actionnariale comme un outil de coordination central interne de la firme pour l'atteindre ?

Basé sur les principes du Global Compact ainsi que sur les valeurs de l'école et de nos partenaires, le fonds « Finance Autrement » créé par AG2R-La Mondiale-Prémalliance est un FCP de partage dont une part des revenus est reversée à l'association Ethomed.

Le constat écologique et socio-économique du monde actuel nous a poussé à élaborer une nouvelle manière d'appréhender la finance afin qu'elle devienne un outil du changement et l'occasion de faire du profit, c'est-à-dire dégager un surplus, suivant des règles établies de manière commune. C'est-à-dire par exemple financer une chaîne de production d'agriculture de produits du Bénin, ou encore aider le développement du microcrédit dans la zone du Maghreb, aider au développement de quartiers difficiles, intervenir en microfinance dans les Pays de l'Est etc.

Le développement économique est la condition du bien-être collectif. Le débat doit alors porter sur le contenu du développement recherché et attendu. Nous contribuons à ce dernier en proposant entre autre un suivi et une formation aux projets sélectionnés. En effet, des intermédiaires locaux (membres d'association ou autres) devront être associés au suivi et en contact direct avec les financeurs via l'Association Ethomed, ce qui limitera les problèmes d'asymétrie de l'information.

28. A cet égard je rejoins les conclusions de Anton Brender : « *A nous pour cela de décider du visage que nous voulons donner à notre société* » (2004, page 118).

Nous prévoyons de plus une formation initiale donnée par des étudiants de l'école sur le lieu d'exploitation. Ce partage de compétence est lui aussi la garantie d'une amélioration des conditions de vie ailleurs et de l'aide au développement et ainsi de la rentabilité des projets.

Il s'agit alors de définir les procédures de concertation permettant aux parties prenantes d'élaborer, d'une part, des objectifs communs (le pluriel sous-entendant la nécessité d'aussi hiérarchiser ces objectifs) et, d'autre part, les modalités de leurs réalisations et donc du suivi (« monitoring ») de l'évaluation de la performance de l'organisation sous la responsabilité du manager/dirigeant.

Face à ce dilemme ou du moins cette difficulté, l'ambition d'Ethomed est alors de traiter cette question d'un point de vue pragmatique. Le débat sur le bien être social est complexe et relève, à mon sens, d'un débat sur la Cité et ses finalités. Nous proposons d'inverser la séquence usuelle qui part du profit –maximisation de la valeur actionnariale – pour atteindre, par une allocation optimale des capitaux, dans le long terme le bien être collectif. A l'inverse donc, il s'agit de définir au niveau concret de la vie concrète ce que les citoyens se posent comme objectif collectif dans leur vie quotidienne (la réalisation d'une crèche, la création d'un dispensaire, l'éducation des enfants ...) puis de définir les moyens à mettre en œuvre à travers une entreprise (dans le double sens du terme d'entreprendre, de projet et d'organisation spécifique).

La séquence est donc de partir de besoins collectifs, d'une communauté (à préciser bien sûr selon le projet) puis d'explicitier la forme d'organisation nécessaire en lien avec les moyens à mobiliser dont les moyens financiers. Sur cette base l'enjeu est d'assurer la pérennité et la soutenabilité du projet (ie la réponse aux besoins collectifs identifiés au départ). Cela implique alors de reconnaître la nécessité de dégager les excédents nécessaires pour répondre aux engagements pris et à prendre. Pour ce faire il faut avoir les outils de pilotage qui assurent la cohérence entre les résultats économiques et les objectifs affichés au préalable. Il s'agit donc de définir la performance à obtenir et les moyens de l'évaluer. En ce faisant, la performance financière n'est qu'un élément de ce dispositif mais un élément central car conditionnant la pérennité du projet et son ancrage dans le marché.

Ethomed veut donc participer à la définition de ces objectifs collectifs et à la construction de la performance nécessaire à leur réalisation en apportant les moyens financiers.

La labellisation Ethomed de l'entreprise ou du projet garantira la diffusion de cet engagement et la reconnaissance lors de campagnes de communication.

Par cette approche strictement empirique sur le plan opérationnelle, nous espérons pouvoir travailler sur des outils articulant création nécessaire d'un excédent et réalisation concrète du bien être social choisi par les acteurs eux-mêmes.

Bibliographie

Amable B. et Palombarini S. (2005), *L'économie politique n'est pas une science morale*, Raisons d'Agir, Cours et Travaux.

Baets W. (2005), *Une interprétation quantique des processus organisationnels d'innovation*, Thèse d'Habilitation à Diriger les Recherches, IAE Aix-en-Provence.

Baets W. (2006), *Complexity, Learning and Organizations: a quantum interpretation of business*, Routledge.

Baudry B. (2003), *Economie de la firme*, La Découverte.

Belletante B. (2003), *Réflexions sur une vision Euro-Méditerranéenne du management*, Document de travail n°4, mars, Euromed Marseille Ecole de Management.

Belletante B., Levratto N. et Paraque B., (2001), *Diversité économique et modes de financement des PME*, L'Harmattan.

Béraud A. et Faccarello G. (1992), *Nouvelle Histoire de la Pensée Economique*, sous la direction de, La Découverte.

Birnbaum P. et Leca J. (1991), *Sur l'individualisme*, (sous la direction de), Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Références.

- Bitsakis E. (1982), *Physique et Matérialisme*, Ed. Sociales.
- Bitsakis E. (2001), *La nature dans la pensée dialectique*, L'Harmattan.
- Bouba-Olga O. (2003), *L'économie de l'entreprise*, Seuil, Collection Points Economie.
- Braudel F. (1979), *Civilisation matérielle, Economie et Capitalisme du XV^e au XVIII^e siècle*, Armand Collin.
- Brender A. (2004), *La France face aux marchés financiers*, La Découverte, Repères.
- Bunge M., Halbwachs F., Kuhn Th. S., Piaget J. et Rosenfeld L. (1971), *Les théories de la causalité*, Presse Universitaire de France.
- Caru A. et Cova B. (2006), How to facilitate immersion in a consumption experience: appropriation operations and services elements, *Journal of Consumer Behaviour*, January-February, volume 5, issue n° 1.
- Cefai D (2007), *Pourquoi se mobilise t on ? Les théories de l'action collective*, La Découverte, Paris.
- Cova B. et Paraque B. (2007), Repenser la dialectique « individuel versus collectif » en management : une perspective euroméditerranéenne, *Colloque du Réseau Méditerranéen des Ecoles de Management*, Marseille 21 et 22 novembre 2007.
- Defalvard H. (1992), Critique de l'individualisme méthodologique revu par la théorie des conventions, *Revue Economique*, Vol. 43, n° 1, janvier, pages 127-144.
- Eymard-Duvernay F. (2006), *L'économie des conventions, méthodes et résultats*, (sous la direction), La Découverte.
- Fischbach F. (2009), Comment le capital capture le temps, in Marx Relire le Capital, coordonné par Fischbach F., PUF, Débats philosophiques, Paris.
- Feyerabend P. (1979), *Contre la méthode*, Seuil, Sciences.
- Feyerabend P. (1989), *Adieu la raison*, Seuil.
- Green B. (2006), *L'univers élégant*, Folio, Essais.
- Guesnerie R. (2006), *L'économie de marché*, Le Pommier.
- Gipouloux F. (2009), *La Méditerranée Asiatique*, Editions CNRS, 2009.
- Hallyn F. (1987), *La structure poétique du monde : Copernic, Kepler*, Seuil, Des Travaux.
- Hartz L. (1955), *The liberal tradition in America*, New York, Harcourt, Brace and World.
- Hirschman A.O. (1980), *Les passions et les intérêts*, Presse Universitaire de France.
- Hodgson G. M. (2007), Meanings of Methodological Individualism, *Journal of Economic Methodology*, june, pages 211-26.
- Jensen M. C. (2001), Value Maximization, Stakeholder Theory, and the Corporate Objective Function, october, téléchargeable sur <http://ssrn.com/abstract=220671>; also publishing in Andriof J. et alii, *Unfolding Stakeholder Thinking*, Greenleaf Publishing, 2002; *Journal of Applied Corporate Finance*, volume 14, n° 3, 2001; *European Financial Management Review*, n°7, 2001 et in Beer M. et Norhia N., *Breaking the Code of Change*, HBS Press, 2000.
- Karpick L. (2007), *L'économie des singularités*, Gallimard, NRF.
- Marx K. (1974a), *L'idéologie allemande*, Editions Sociales.
- Marx K. (1974b), *Le Capital*, Livre 3, Tome 2, Editions Sociales.
- Myers S.C. (1984), The capital structure puzzle, *Journal of Finance*, vol. 39, juillet.
- Nottale L. (1998), *La relativité dans tous ses états : au-delà de l'espace temps*, Hachette.
- Onfray M. (2005), *Traité d'athéologie*, Grasset.
- Orléans A. (2004), *Analyse économique des conventions*, (sous la direction de) Presse Universitaire de France, Quadrige, 2ème édition.
- Plihon D. (2002), *Rentabilité et risque dans le nouveau régime de croissance*, La Documentation Française, Paris.
- Paraque B. (2004), Toward an Agreement, *Euromed Marseille Ecole de Management WP*, n° 11-2004, téléchargeable sur le site de SSRN sur <http://ssrn.com/abstract=501322>.
- Paraque B., Grenier C. et Levratto N. (2007), *L'Euro-Méditerranée : de l'espace géographique aux modes de coordination économique*, L'Harmattan.
- Piaget J. (1980), *Les formes élémentaires de la dialectique*, Gallimard, Idées.

- Piaget J. (2005), *L'épistémologie génétique*, Presse Universitaire de France, Que sais-je ?, 6^{ième} édition.
- Redondi P. (1983), *Galilée hérétique*, Gallimard.
- Ricœur P. (1997), *L'idéologie et l'utopie*, Seuil Essais.
- Salais R., Baverez N. et Reynaud B. (1999), *L'invention du chômage*, Presse Universitaire de France, Quadrige.
- Salais R. et Storper M. (1993), *Les Mondes de Production – Enquête sur l'identité économique de la France*, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris.
- Scarani V., (2003), *Initiation à la physique quantique, la matière et ses phénomènes*, Vuibert.
- Sève L. (1972), *Marxisme et théorie de la personnalité*, Editions Sociales.
- Sève L. (1998), *Sciences et dialectiques de la nature*, La Dispute.
- Sève L. (2004), *Penser avec Marx aujourd'hui, Tome 1 Marx et nous*, La Dispute.
- Sève L. (2005), *Emergence, complexité et dialectique*, Odile Jacob.
- Simmel G. (1981), *Sociologie et Epistémologie*, Presse Universitaire de France.
- Simon G. (1979), *Kepler, astronome astrologue*, Gallimard.
- Simon H.A. (1976), *From substantive to procedural rationality*, in *Methods and appraisals in economics*, Lastis ed., Cambridge University Press.
- Trinh Xuan Thuan (1998), *Le Chaos et l'Harmonie*, Folio Essai.
- Vecchi (de) D. (2006), *La pragmatérminologie. Démarche terminologique appliquée aux organisations*, Habilitation à Diriger les Recherches, Université Paris 7, Etudes Culturelles des Langues Appliquées (EILA) sous la direction du Professeur John Humbley.
- Vergara F. (2006), Libéralisme : mythes et réalités, *Alternatives Economiques*, n° 249, juillet-août 2006.
- Weinstein O. (2010), *Pouvoir, Finances et Connaissance, les transformations de l'entreprise capitaliste entre XXe et XXIe siècle*, Editions La Découverte, Paris.